

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 19995 - 77EME ANNÉE

Alors que l'Europe atteint son record de contamination et que Madagascar va suspendre les vols en provenance de Maurice

Coronavirus à La Réunion : ne pas partir en vacances, geste citoyen et solidaire

Pour éviter que l'épidémie de coronavirus continue de s'aggraver à La Réunion, il faut à tout prix ne pas partir en vacances en dehors de La Réunion. « L'Europe a même atteint son record de contaminations quotidiennes », souligne « le Figaro ». Les pays de ce continent sont donc à classer en zone rouge pour les Réunionnais. Les projets de voyage d'agrément doivent en effet passer après la nécessaire solidarité envers ses compatriotes.

« Le Figaro » d'hier tire la sonnette d'alarme :

« À en croire les courbes calculées par Our World in Data, l'Europe a même atteint son record de contaminations quotidiennes mercredi 17 novembre. Avec 299.582 personnes testées positives en moyenne sur sept jours à cette date, le continent a dépassé son dernier pic le plus élevé, atteint le 8 novembre 2020. En pleine seconde vague à l'époque, 287.103 cas positifs avaient été détectés, toujours en moyenne sur sept jours. À l'échelle plus restreinte de l'Union européenne, en revanche, le pic n'a pas encore été dépassé, même si la courbe progresse en flèche depuis le 1er novembre. À ce jour, 188.467 cas positifs ont été détectés en moyenne sur sept jours, contre 218.732 le 8 novembre. »

L'Europe en zone rouge pour les Réunionnais

Manifestement, l'Europe est une destination à éviter, elle doit être clairement à classer en zone rouge pour les Réunionnais. Reste à savoir si ce message sera bien compris le mois prochain quand arriveront les grandes vacances.

L'an dernier rien que pour le mois de janvier, ce furent 100.000 personnes qui étaient venues ou étaient parties en France, soit l'équivalent de 12 % de la population de La Réunion. Quelques semaines plus tard, le nombre de nouveaux cas de coronavirus connaissait une forte augmentation à La Réunion.

À l'époque, les frontières avec les pays de notre région étaient fermées. C'était en particulier le cas à Maurice

où le virus ne circulait plus. Depuis, Maurice a réouvert ses frontières, uniquement aux personnes vaccinées. Mais ceci n'a pas empêché nos voisins d'être également confronté à une épidémie de coronavirus. 1277 cas et 85 décès sont recensés en une semaine. Cette situation a conduit Madagascar à prendre des mesures drastiques.

Dans un communiqué diffusé hier par la présidence de la République suite au Conseil des ministres de mercredi, il est annoncé qu'en raison de la situation sanitaire à Maurice, les vols en provenance de ce pays et à destination de Madagascar seront suspendus à partir du 27 novembre. L'objectif est de protéger la population malgache de l'arrivée du variant Delta, dont jusqu'alors Madagascar a été préservé.

Vers une suspension des vols ?

Maurice est, avec la France, la principale destination de vacances des Réunionnais. Rappelons que jeudi sur Réunion Première, le directeur de cabinet du préfet avait déclaré que :

« Comme on peut le constater en métropole comme dans les pays de la zone Océan indien, la situation se dégrade. Donc il convient peut-être de limiter ses déplacements et de veiller à respecter les mesures barrières à La Réunion pour que la situation soit sous contrôle et qu'on passe tous de bonnes vacances ».

Il apparaît donc clairement que ne pas quitter La Réunion pendant les prochaines vacances est un geste citoyen et de solidarité. Reste à savoir si Paris compte continuer à laisser entrer chaque jour plusieurs gros porteurs à La Réunion sans soumettre tous les passagers à un test de dépistage. Si la situation sanitaire continue de se dégrader à 10.000 kilomètres d'ici, une mesure de sûreté telle que la suspension des vols en provenance de France apparaîtrait dans la logique des choses, si la protection de la population était la priorité. Madagascar a montré la marche à suivre dans ce domaine.

M.M.

Sécheresse dans le Sud Madagascar : l'ONU réaffirme l'urgence de la solidarité internationale pour lutter contre la faim

Le Coordinateur humanitaire pour Madagascar, Issa Sanogo, a appelé jeudi la communauté internationale à augmenter de toute urgence son soutien aux personnes confrontées à la faim dans le Grand Sud du pays, alors que le gouvernement et les partenaires humanitaires ont lancé l'appel éclair révisé. « Le monde ne peut pas détourner le regard. Les habitants de Madagascar ont besoin de notre soutien, maintenant et à l'avenir », a affirmé le représentant de l'ONU.

Le gouvernement malgache et les Nations Unies ont lancé jeudi un appel éclair révisé pour le Grand Sud, s'élevant à 154,8 millions de dollars. Une réunion dirigée par le Premier ministre Christian Ntsay avec le coordonnateur résident du système des Nations unies Issa Sanogo, en présence des membres du gouvernement et des différents partenaires techniques et financiers s'est tenue au siège du ministère des Affaires étrangères pour faire un état des lieux de la situation et des besoins des régions du Sud de Madagascar.

« Lors de la réunion de jeudi, le Premier ministre a mis en avant les projets déjà engagés et les activités envisagées par le gouvernement dans les régions en difficulté dans le Sud. Cela va de la mise en place du projet « titre-vert » à la création d'un pipeline reliant Efoho, Amboasary et Ambovombe, en passant par la construction des

Centres de réhabilitation nutritionnelle et médicale, ainsi que les différents projets dans le domaine de la santé et de l'éducation », précise 2424.mg.

Pour sa part, Issa Sanogo a dit son ressenti de sa dernière visite dans le Sud de Madagascar.

« Le visage humain de la crise climatique mondiale »

« Lorsque j'ai visité le Grand Sud de Madagascar, j'ai vu le visage humain de la crise climatique mondiale. Des femmes, des enfants et des familles mangent des cactus ou des criquets pour survivre à cette sécheresse et plus d'un demi-million d'enfants souffrent de malnutrition aiguë. Cela se produit dans un pays et une région qui ont le moins contribué au changement climatique », a-t-il ajouté. « J'ai rencontré des familles qui m'ont dit avoir dû vendre tous leurs biens personnels, jusqu'à leurs casseroles, pour acheter de petites quantités de nourriture qui ne leur permettront pas de tenir longtemps », a expliqué le Coordinateur humanitaire. « Il est impératif que le monde agisse maintenant pour aider ces familles », a-t-il souligné.

« Le monde ne peut pas détourner le regard. Les habitants de Madagascar ont besoin de notre soutien, maintenant et à l'avenir », a ajouté le représentant de l'ONU à

Madagascar. « J'appelle la communauté internationale à faire preuve de solidarité avec les communautés du Grand Sud, qui subissent de plein fouet la crise climatique, et à proposer les financements nécessaires pour éviter une catastrophe humanitaire aujourd'hui et permettre aux populations de devenir plus résilientes demain », a-t-il conclu.

Les effets dévastateurs de la sécheresse la plus aiguë depuis plus de 40 ans, combinés aux tempêtes de sable et aux parasites, ont rendu presque impossible pour les habitants du sud de Madagascar de cultiver leur propre nourriture depuis au moins trois ans maintenant, laissant plus de 1,6 million de personnes dans le besoin d'une assistance humanitaire.

En raison de la sécheresse qui sévit dans le Grand Sud, plus de 1,3 million de personnes sont confrontées à la faim, dont près de 30 000 à des conditions de famine potentiellement mortelles.

La situation humanitaire désastreuse conduit les familles à retirer leurs enfants de l'école afin qu'ils puissent participer aux tâches quotidiennes, notamment à la recherche de nourriture et d'eau. La violence sexiste et la maltraitance des enfants ont augmenté, et les gens quittent les zones rurales pour les zones urbaines à la recherche de nourriture et de services.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
77e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail : redaction@temoignages.re

SITE web : www.temoignages.re

Administration

TÉL. : 0262 55 21 21

Publicité : publicite@temoignages.re

CPPAP : 0916Y92433

Kanaky-Nouvelle Calédonie : « l'État n'arrive pas à concilier l'obligation de décolonisation avec le maintien de ses intérêts »

Le Comité stratégique indépendantiste de non-participation au référendum du 12 décembre en Kanaky-Nouvelle Calédonie a tenu jeudi une conférence de presse. Il dénonce l'attitude de l'État qui malgré la demande de report et les arguments développés en ce sens pour maintenir à tout prix le référendum à la date prévue malgré la crise sanitaire. Pour le Comité, l'État « n'arrive visiblement pas à concilier son obligation de décoloniser la Nouvelle-Calédonie avec le maintien de ses intérêts stratégiques dans le Pacifique ».

Suite à l'ouverture des frontières de la Kanaky-Nouvelle Calédonie, le pays est à son tour touché par la pandémie de coronavirus. Ceci est à l'origine d'une crise sanitaire qui empêche la tenue dans des conditions normales du référendum sur l'avenir de la Kanaky-Nouvelle Calédonie à la date prévue, c'est-à-dire le 12 décembre. Les indépendantistes demandent donc son report à septembre 2022. Malgré cela, l'État veut que le vote ait lieu à la date prévue, ce qui montre que Paris veut « solder le problème » avant le début de la campagne de l'élection présidentielle, scrutin auquel le président de la République sera probablement candidat à sa propre succession. En réponse, les indépendantistes ont lancé un appel à la « non-participation » et ont refusé de livrer le matériel de propagande de la campagne référendaire.

L'État est-il encore neutre ?

Jeudi, le Comité stratégique indépendantiste de non-participation au référendum du 12 décembre en Kanaky-Nouvelle Calédonie a tenu jeudi une conférence de presse. Il reproche à l'État de « sortir de sa neutralité ». Ils estiment que l'État a la volonté « de voler au secours de la droite locale », essentiellement anti-indépendantiste. Les partis favorables à la décolonisation du pays ont à leur crédit la progression de l'indépendance dans l'opinion. Lors du premier référendum en 2018, l'indépendance avait rassemblé 43,3 % du corps électoral contre 46,7 % en 2020 avec plus de 80 % de participation lors du second vote sur le sujet. Rappelons également que les présidents du Congrès de Kanaky-Nouvelle Calédonie et du Gouvernement du pays sont des membres du FLNKS, front de libération constitué pour la décolonisation du pays.

« L'État n'arrive visiblement pas à concilier son obligation de décoloniser la Nouvelle-Calédonie avec le maintien de ses intérêts stratégiques dans le Pacifique », souligne le Comité.

Cette « non-participation » ne sera pas un boycott



comme cela avait pu être le cas notamment lors du référendum du 13 septembre 1987 qui permettait de voter à condition de ne justifier que de 3 ans minimum de résidence dans le pays, ce qui était un moyen de réduire l'importance du peuple kanak qui revendique la fin de la colonisation de son pays.

Comment « trouver un chemin commun » ?

La « non-participation » sera pacifique et n'exclut pas un retour à la table des négociations. « Le 13 décembre, le FLNKS viendra à la table des discussions mais pour parler d'indépendance et pas d'autre chose », a dit Alosio Sako, membre du bureau politique de la coalition indépendantiste pour qui « le résultat de ce scrutin tronqué ne constituera pas une base légale pour renouer les fils du dialogue ».

Le 14 novembre sur Europe1, Sébastien Lecornu, ministre des Outre-mer, avait une opinion opposée à ce sujet : « La non-participation c'est un droit en démocratie. Il n'y a pas de vote obligatoire donc le fait de ne pas participer n'emportera pas de doute sur la légitimité juridique ».

Il a précisé que « Vous avez un corps électoral qui est pratiquement à 50/50. Le 13 au matin vous aurez d'un côté 50 % de la population, un peu plus un peu moins, qui dira « l'affaire n'est pas terminée, l'autodétermination doit prospérer », et vous aurez une autre partie de la population, loyaliste, militant pour la République, qui dira « trois fois de suite on a eu notre Non, désormais nous avons acquis notre droit à rester dans la République ». « Pour l'État et le gouvernement, l'enjeu va être de trouver un chemin commun. ». Et de souligner qu'« il faudra de toute façon redonner la parole aux Calédoniennes et aux Calédoniens d'ici juin 2023 ».

Oté

La kultur sé sak i rèst kan la fine obliye total kapital

Mézami dann tan oparavan kan ou téi pass dann klass ségonde lékol lissé, l'avé in dissèrtassion pou fé : in devoir nouvo pou sak téi sorte dann klass troizyème, in nouvo téknik galman épi kékshoze i paré lété bon pou amélyore lo rézoneman épi pou aprann ékri franssé d'in sèrtin nivo. Mé par l'fête kissa la di kozman mwin la mark an-o la ? In pé i di sé Edouard Herriot in lékrivin épi om politik vintyème syèkl néna lontan la fine pass l'ote koté. Alor nout devoir lété : Edouard Herriot la di... Mé oila la pa li k'la di sa é d'après li mèm sé in saze zaponé ké la di sa.

Tan pi pou la vérité sirtou ké pou in paké d'zénération sar touzour li ké la di. Mé alon, si nou néna in pti tan sèye pansh anou in pé dsi sak lo fraze i di-nou ossi ni pé fé konm noute kamarade Lulu kan dann Témoignages li téi fé, shak vantredi, son kronik filozofik... Alor i fodré ni obliye toute pou garde nout kultiur, mé ni konpran sa la pa in n'afèr k'i fo prande promyé dogré. Konm Alain Peters téi di, sa sé in parabol, é lo moune la di sa sé in parabolèr.

Konm parabol li la bézoin in linterprétassion : dabor i fo ni fé la diféranss rante la kultur épi l'érudission. In lérudi sé kélk'in la tête lé ranpli avèk in sèl matyèr sansa plizyèr. Li néna réponss pou toute késtyon é la plipar d'tan li sava dann détaye. Par l'fête, mi rapèl kan mwin lété dann gran klass, mwin l'avé in kamarade téi koné diksyonèr par kèr : i fo bien pars toulézour li téi aprande in paz dopi lo promyé ziska lo dèrnyé é apré li téi rokomanss. In drol d'idé pars si lé marké dann diko é si ni gingn foyé, pou kossa i sava ranpli noute tèrte avèk tout'in fatra konmsa.

Lo moune kiltiré, pou son par, li la pa in l'érudi, son tête la pa plin avèk in fatra konéssans, li la fine lire in kantité zafèr, li la fine étidyé in ta avèk in paké, é sa i done ali in fon d'kiltir i pèrmète ali bien rézoné, épi fabrik in rézoneman korèk. Aprésa pèrsone i anpèsh pa li baze dsi bande konéssanss pou li konstrui son rézoneman. Sirtou sa i pèrmète ali an avoir in tête bien fète plito ké bien plène avèk bande zidé klère é sa sé lo méyèr zafèr i pé ansèrv anou dan la vi. Astèr konm in pé di, in moune i pé z'ète in lérudi épi d'ète in kiltiré galman.

Astèr mwin pèrsônèlman mi rève d'ète sinploman in moune kiltiré dann la kitir kréol rényonèze. Mi prétan pa konète toute bande zéléman la kiltir kréol par kèr, dsi mon boute doi, mé d'ète assé informé dsi noute kiltir é ké sa i pèrmète amwin parl in pé d'toute, konm k'i fo, é tienbo in rézoneman korèkt, épi amenn in konvèrsassion konm k'i fo. Si mi gingn fé sa, mi panss. Alé ! ni artrouv pli d'van é n i fini konmsa la somenn.

Justin